

CAC 40 LES ÉCOLOS... ET LES CANCRES!

Des efforts mais peuvent mieux faire. C'est ce qui ressort du décryptage des rapports annuels des entreprises du CAC 40 en matière de *responsabilité environnementale*.

Fini le temps où les entreprises du CAC 40 se contentaient d'engagements généraux en matière environnementale. L'urgence climatique, reconnue par les accords de Paris, la pression des associations et des consommateurs les amènent à s'assigner des objectifs toujours plus précis. Désormais,

la performance environnementale s'intègre à la stratégie globale des grandes entreprises et devient une préoccupation croissante dans les comités exécutifs. «Les entreprises qui ont à leur tête des dirigeants dont la vision intègre l'inéluçabilité de la transition énergétique sont capables de saisir les opportunités et d'aller au-delà de la réglementation. Elles prennent de l'avance en en faisant un avantage concurrentiel», remarque Fouad Benseddik, directeur des méthodes et relations institutionnelles chez Vigeo Eiris, agence de notation extra-financière qui établit un classement sur ce thème (voir page suivante). Les firmes les plus engagées travaillent sur l'ensemble de leur chaîne d'approvisionnement en intégrant éventuellement des sous-traitants de premier niveau. Elles mettent en place des indicateurs et des reportings précis et intéressent financièrement leurs collaborateurs à la réalisation de ces objectifs. Ainsi,

Schneider Electric, spécialiste de la gestion des énergies et des automatismes, s'astreint depuis quatre ans à publier, à un rythme trimestriel, ses résultats liés au développement durable. Répartis en deux grandes catégories (climat et économie circulaire), ces résultats se composent de 21 indicateurs, suivis au plus haut niveau dans l'entreprise. Chez Unibail-Rodamco, numéro 1 de l'immobilier commercial en Europe, une partie du variable des dirigeants et des cadres se fonde sur la performance environnementale. Danone encourage les éleveurs qui le fournissent à se convertir à une agriculture durable. Autre sujet d'importance, la biodiversité, longtemps reléguée au second plan par l'urgence climatique, est mieux prise en compte : bien qu'elles manquent d'outils pour évaluer de manière rigoureuse leur impact sur cette autre composante de la responsabilité environnementale, des entreprises du CAC 40 trouvent quand même moyen d'avancer sur ce sujet (lire l'encadré ci-dessous).

Dans sa première phase, l'effort est consensuel car il se traduit généralement par des économies de matières et d'énergie. Ecologie rime alors avec gains financiers pour l'entreprise. Les choses se compliquent quand le gain de performance environnementale génère un manque à gagner ou, pire, un surcoût dans le processus de production, posant la question de l'arbitrage entre principes et profits, court et long terme. «Après avoir optimisé leur modèle économique, les grandes firmes sont confrontées à la nécessité de le transformer, ce qui est plus complexe», confirme Béatrice Héraud, rédactrice en chef chez Novethic, un centre de recherche, de formation et un média consacré à la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Dans cette perspective, plusieurs grands noms du CAC40 (Total, Veolia, Société générale, BNP...) intègrent un prix interne du carbone à leurs décisions d'investissement, ce qui conduit à y renoncer si ceux-ci génèrent des émissions trop fortes de gaz à effet de serre. En dépit de cette avalanche d'initiatives, bien des progrès restent à faire

pour évaluer et améliorer la performance environnementale. D'abord, «le manque d'homogénéité des données et des indicateurs environnementaux complique les comparaisons et le suivi des stratégies de développement durable», regrette Aurélie de Baroche, responsable intégration environnement social et gouvernance (ESG) chez Groupama AM. Ainsi, certaines intègrent leurs sous-traitants de premier niveau dans leur périmètre de responsabilité, d'autres non. En l'absence de normes comptables imposées, elles peuvent avoir la tentation d'en changer pour présenter leurs résultats sous un jour plus favorable ou masquer les dérapages, retombant alors dans le «greenwashing».

Idem pour le prix du carbone, au-delà duquel une firme s'engage à renoncer à un investissement nuisible pour le climat. Le diable se niche dans les détails, il faut regarder ce prix qui varie fortement en fonction des entreprises. Certaines peuvent ainsi se targuer de responsabilité environnementale sans que cela n'infléchisse jamais leurs décisions. On constate aussi ce phénomène sur le marché du carbone en Europe : trop bas, le prix des émissions de CO₂ n'incite pas suffisamment les grandes firmes de l'Union européenne, dont les membres du CAC 40, à accélérer la transformation de leur modèle économique.

Portée par des associations comme le WWF et le Carbon Disclosure Targets, l'initiative Science Based Targets, qui passe au crible les engagements des entreprises visant à limiter le réchauffement à + 2 degrés, relève d'ailleurs que seule une poignée des membres du CAC 40 (Danone, Kering, L'Oréal et Legrand) voient leur stratégie validée sur ce critère du respect de l'accord de Paris. Même son de cloche chez Mirova, une filiale de Natixis Investment Managers qui mesure l'empreinte climatique des principaux indices du marché. Mirova constatait en 2017 que les engagements concrets des membres du CAC 40 tendent vers un scénario de 5 à 6 degrés! Un chiffre qui fait froid dans le dos... ☹

Frédéric Brillat

TOP 10 DES GRANDES ENTREPRISES LES PLUS VERTES

ENTREPRISE	NOTE ENVIRONNEMENTALE SUR 100	JUSTIFICATION
AXA	82	Politique couvrant les impacts directs (dont les déplacements du personnel) et indirects (liés aux investissements), basés sur des objectifs chiffrés. Les risques environnementaux sont pris en compte dans son management et ses produits financiers.
L'ORÉAL	81	La stratégie environnementale est formalisée, portée par le top management. La tendance est positive sur les indicateurs relatifs à l'eau, l'énergie et aux gaz à effet de serre. Très en avance sur les alternatives aux tests sur animaux.
UNIBAIL/RODAMCO	80	Certification environnementale couvrant la majorité des immeubles en propriété. Initiatives innovantes et avancées en matière d'efficacité énergétique des bâtiments et de leur intégration dans leur milieu.
BNP PARIBAS	76	Engagements et initiatives avancés en matière de transition énergétique. Intégration systématique de critères environnementaux et sociaux dans les produits de crédits et les investissements. Mesures de réduction de l'impact des transports.
CARREFOUR	75	Politique ambitieuse s'appuyant sur des objectifs chiffrés d'efficacité énergétique et des mesures innovantes de limitation des émissions de gaz à effet de serre. Nombreuses initiatives pour limiter les emballages et les déchets alimentaires.
MICHELIN	71	Mesures clés de réduction des consommations d'énergie et des émissions associées. Importants moyens alloués à la gestion des déchets et à la réduction des impacts environnementaux liés à l'utilisation et à l'élimination des pneus.
ORANGE	71	Orange a communiqué des objectifs précis pour assumer la plupart de ses responsabilités environnementales. Très bonne performance en consommation d'énergie et rejets apparents. Collecte et recyclage des appareils mobiles.
PERNOD RICARD	70	Engagements assortis d'un suivi rigoureux, pour le respect de la biodiversité et la promotion d'une agriculture durable. Très efficace dans la gestion de l'eau et les impacts liés au transport, aux emballages et à la consommation d'énergie.
DANONE	69	Stratégie fondée sur des objectifs quantitatifs. Initiatives en faveur d'une agriculture et d'une pêche durables, de la réduction des impacts liés aux transports, aux emballages, aux consommations d'énergie et aux gaz réfrigérants.
KERING	69	Système de management environnemental avancé. Utilisation étendue de sources d'énergie renouvelable. Gestion rationnelle des transports.

SOURCE: CLASSIFICATION VIGEO EIRIS DES ENTREPRISES SUR LE CRITÈRE DE LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

COMMENT AXA INTÈGRE (VRAIMENT) L'ENVIRONNEMENT DANS SA STRATÉGIE

Dans son rapport annuel, Axia justifie son engagement par des motifs économiques: agir pour la planète aurait «un impact bénéfique sur le rendement des placements à long terme». Depuis 2015, Axia a lancé un programme de désengagement des industries les plus nuisibles à l'environnement, n'assurant plus, par exemple, les industries fortement émettrices de CO₂, ou les pêcheries non certifiées pêche durable. Ses investissements verts sont à la hausse et devraient s'élever à 12 milliards d'euros sur la période 2015-2020. «Un monde qui se réchauffe de plus de 4 degrés n'est pas assurable. En tant qu'assureur et investisseur global, nous avons un rôle clé à jouer», expliquait son P-DG Thomas Buberl, lors du One Planet Summit.



PHOTO: CARREFOUR, DR